

Document de base
XIX Rencontre du Forum de São Paulo
16 mai 2013
Programme Provisoire

Nous rappelons initialement que le Document de base constitue une contribution au débat préparatoire de la XIXe Rencontre du Forum de São Paulo.

Pour cela, il est important de rappeler le contenu du programme provisoire de la XIXe Rencontre, nous pourrions ainsi considérer dans quelle mesure le Document de Base remplit son rôle ou s'il comporte des lacunes à palier. Dans ce sens, la *Déclaration de la Havane*, adoptée lors de la réunion du Groupe de travail, qui s'est tenue à Cuba, les 29 et 30 avril 2013, fournit des contributions substantielles.

La XIXe Rencontre sera précédée par la *Ile Ecole de formation politique du Forum de São Paulo*, qui abordera les thèmes suivants : l'intégration dans l'histoire de Notre Amérique ; l'intégration du point de vue des Etats-Unis, de l'Europe et de l'Asie ; la question migratoire et les processus d'intégration ; l'analyse des différents instruments et institutions du processus d'intégration : la CELAC, l'UNASUR, l'ALBA, le MERCOSUR, le Pacte Andin, le SICA, les Parlements, etc. ; la crise actuelle du capitalisme, les nouveaux accords et processus d'intégration dans les autres régions du monde et l'intégration latino-américaine ; les défis présents et futurs de l'intégration.

A la veille de la XIXe Rencontre, et à l'invitation du Parti des Travailleurs du Brésil, aura lieu une réunion entre les partis membres du Forum de São Paulo qui gouvernent ou font partie du gouvernement des pays du MERCOSUR, avec les pays membres et les pays associés. L'objectif est de discuter sur les mesures concrètes qui peuvent être prises afin d'accélérer le processus d'intégration.

La XIXe Rencontre sera constituée de 5 rencontres sectorielles :

*la **Ve Rencontre de la Jeunesse du Forum de São Paulo**, avec un accent sur les thèmes suivants : la jeunesse en défense des projets de gouvernement des partis membres du Forum de São Paulo ; l'intégration latino-américaine, le projet de développement régional et la nouvelle génération ; les politiques publiques pour la jeunesse et pour le développement de l'Amérique Latine et les Caraïbes ;

*la **Ve Rencontre des Femmes du Forum de São Paulo**, avec un accent sur les thèmes suivants : l'impact de la crise sur la vie des femmes ; les femmes et l'intégration régionale de l'Amérique Latine et les Caraïbes – le renforcement des luttes sociales du point de vue des femmes ; la participation politique des femmes – la sous-représentation des femmes dans les espaces de pouvoir ;

*la **Ve Rencontre des Afro Descendants du Forum de São Paulo**, avec un accent sur les thèmes suivants : le rôle des Afro Descendants et Afro Descendantes au sein des partis du Forum de São Paulo ; les expériences des gouvernements de l'Amérique Latine et les Caraïbes en matière de politiques de promotion de l'égalité des races ;

*la **Ve Rencontre des Parlementaires du Forum de São Paulo**, avec pour objectif principal d'articuler notre intervention au sein des parlements régionaux ;

*la **Ve Rencontre des Autorités Locales et Infranationales** des partis du FSP.

Lors de la XIXe Rencontre auront aussi lieu 7 séminaires : **a) Afrique et Amérique Latine ; b) BRICS et Amérique Latine ; c) Moyen-Orient et Afrique du Nord ; d) Etats-Unis ; e) Europe ; f)**

IIIe séminaire de bilan des gouvernements progressistes et de gauche ; g) Contribution de Hugo Chavez au processus de transformation en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Le programme inclut 21 ateliers thématiques : **a) Politiques en matière de Santé Mentale et de Drogues ; b) Lutte pour la démocratie dans l'Internet et les réseaux sociaux ; c) Lutte pour la paix et contre le militarisme ; d) Mouvements sociaux et participation populaire ; e) Politiques sociales ; f) Processus électoraux ; g) Peuples Autochtones ; h) Ressources naturelles ; i) Sécurité et souveraineté agroalimentaire ; j) Travailleurs des arts et de la culture ; k) Union et intégration latino-américaine et caribéenne ; l) Colonialisme et autodétermination ; m) Défense ; n) Démocratisation de l'information et de la communication ; o) Développement économique ; p) Etat, démocratie et participation populaire ; q) Environnement et changement climatique ; r) Migrations ; s) Mouvement LGBT ; t) Mouvements syndicaux ; u) Sécurité et narcotrafic.**

Initialement auront lieu les réunions du **Groupe de Travail**, des **Secrétariat régionaux**, la réunion de la **Commission des Fondations et des Ecoles ou Centres de Capacitation**, les plénières de la XIXe Rencontre et l'acte inaugural.

Toutes ces activités auront comme axe thématique **approfondir les transformations et accélérer l'intégration régionale.**

Présentation du document de base

La XIXe Rencontre du Forum de São Paulo aura lieu du 31 juillet au 4 août 2013, dans la ville de São Paulo.

Elle a été convoquée avec à l'esprit deux objectifs fondamentaux : **procéder à un vaste diagnostic de la situation internationale et approuver un plan d'action régional**, avec pour objectifs centraux **d'approfondir les transformations et d'accélérer l'intégration régionale.**

La XIXe Rencontre sera dédiée à Hugo Chavez et comporte parmi ses activités une analyse de sa contribution au processus de transformation en Amérique Latine et dans les Caraïbes, en soulignant ses engagements envers la démocratie et la mobilisation populaire, l'internationalisme militant et anti-impérialiste, sa vision de l'histoire de notre région et sa vision du socialisme.

Le diagnostic de la situation internationale commence avec ce que nous disions déjà lors de la XVIIIe Rencontre du Forum (Caracas, 2012) : nous vivons une situation internationale caractérisée par une **profonde crise du capitalisme**, par la **détérioration de l'hégémonie des Etats-Unis** et par l'**émergence de nouveaux centres de pouvoir.**

C'est une situation internationale **d'instabilité systémique**, marquée par de **profonds conflits sociaux, des crises politiques aiguës et des conflits militaires de plus en plus dangereux.**

L'Amérique Latine et les Caraïbes font partie de ce monde en crise et souffrent des effets découlant de cette situation. Mais nous sommes aussi une région où est en cours, depuis la fin du XXe siècle et le début du XXIe siècle, un processus de transformation qui offre des espoirs et des alternatives à ce monde en crise.

Dans ce contexte, les gauches latino-américaines et caribéennes que nous réunissons au Forum de São Paulo, nos partis, les gouvernements que nous dirigeons ou auxquels nous participons, les mouvements sociaux dans lesquels nous agissons, nos penseurs et artistes, nous avons à relever des défis d'une immense transcendance historique.

Des défis qui commencent par un diagnostic précis de la situation mondiale et régionale, qui se poursuivent par l'approfondissement des transformations et l'accélération de l'intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes, thèmes qui seront développés dans les trois chapitres de ce

document de base : 1) la situation mondiale ; 2) la situation régionale ; 3) plan d'action.

1. Quelques aspects de la situation mondiale

La XIXe Rencontre du Forum a lieu sous le triple impact d'une crise profonde du capitalisme, la détérioration de l'hégémonie des Etats-Unis et l'émergence de nouveaux centres de pouvoir. C'est une situation d'instabilité, marquée par de profonds conflits sociaux, des crises politiques aiguës et des conflits militaires de plus en plus dangereux.

La crise actuelle n'affecte pas de la même manière les différentes régions, pays, branches productives et secteurs sociaux. Mais c'est une **crise globale, urbi et orbi**, avec des manifestations financières, commerciales, productives, énergétiques, alimentaires, environnementales, sociales, politiques, idéologiques et militaires.

Il ne s'agit donc pas seulement d'une crise de la *pensée* néolibérale, des *politiques* néolibérales ou de la *spéculation* financière. Il s'agit de tout cela, mais dans le cadre d'une crise d'accumulation, similaire à la crise de 1930 et de 1970. Globalement, nous pouvons dire que ce type de crise systémique ont lieu dans des intervalles de temps chaque fois plus courts, avec des possibilités réduites de sortie vertueuse et de longue durée.

On ne distingue donc pas de sortie à court terme et encore moins de sortie structurelle, c'est-à-dire de longue durée. Il n'est pas clair non plus quel sera le dénouement de la crise à moyen/long terme, puisque ce dénouement a lieu ici et maintenant, dans le cadre de conflits livrés entre groupes politiques et sociaux, dans chaque Etat ; ainsi que dans des conflits entre les Etats et blocs au niveau planétaire.

Il est possible que, comme par le passé, le capitalisme survive à la crise qu'elle affronte aujourd'hui. Mais il est important de considérer les coûts inacceptables pour l'humanité, en ne perdant pas de vue entre autres la dégradation écologique inhérente au capitalisme, provenant de la contradiction entre le caractère illimité de l'accumulation et celui limité des ressources naturelles, en tant que sources de la richesse accumulée.

Il est aussi possible que, en même temps que le capitalisme continue d'exister sous différentes formes dans certaines régions de la planète, dans d'autres régions se maintiennent ou surgissent des sociétés de type socialiste. Et il existe toujours le danger que les forces capitalistes, en lutte pour maintenir le système d'oppression et d'exploitation, remettent en péril l'existence même de l'humanité.

Par conséquent, nous vivons et agissons dans un moment historique avec de nombreux dangers, de nombreuses possibilités, mais aussi avec de nombreux espoirs, sentiment qui prédomine au sein de Notre Amérique, où les gauches et les forces progressistes gouvernent de nombreux pays, depuis plus d'une décennie, et développent la démocratie, le bien-être social, la souveraineté nationale et l'intégration continentale.

Il existe un fort contraste entre la politique mise en œuvre par ces gouvernements progressistes et celles mise en œuvre aux Etats-Unis et en Europe, où prédominent les intérêts de la ploutocratie financière et impérialiste.

Les Etats-Unis insistent pour récupérer l'hégémonie globale, sans laquelle l'économie des Etats-Unis ne peut survivre.

Entre le début de son administration, en 2009, et le début de 2013, le président des Etats-Unis, Barack Obama a agi sur plusieurs fronts : sauvetage de la ploutocratie financière, dévaluation du dollar, accords régionaux de libre-échange, recherche d'autonomie énergétique, ajustement de la politique de sécurité, et déstabilisation de gouvernements adverses.

Ces initiatives et d'autres, y compris « le Partenariat Transpacifique », « le Partenariat Transatlantique Etats-Unis – UE de commerce et d'investissement » et l'appui au dénommé « Arc du Pacifique », doivent être comprises comme ayant pour toile de fond les conclusions d'un « rapport du Conseil National de Renseignement (NIC) sur les tendances globales », qui signale qu'en 2030 l'économie de l'Asie sera plus grande que celle des Etats-Unis et de l'Europe réunies et reconnaît que l'ère de la *pax americana* touche à sa fin. C'est comme si la classe dominante des Etats-Unis adoptait l'orientation d'un célèbre journal financier, pour lequel il est *meilleur d'agir maintenant alors qu'ils représentent la moitié de l'économie mondiale et ont encore le pouvoir de définir des normes globales, car dans cinq ans il sera peut-être trop tard.*

Le premier gouvernement Obama a donné lieu à une des plus grandes dilapidations nationales d'aide aux banques et au secteur privé afin d'essayer de contenir la crise, qui, en plus du déficit causé par la politique de sécurité étasunienne ainsi que l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan et l'Irak, a quasiment mené le pays à la limite d'endettement permise par sa législation.

En même temps qu'il soutient sa ploutocratie, le gouvernement Obama cherche à stimuler l'économie des Etats-Unis par le biais de la dévaluation monétaire, qui a lieu par la libération de ressources contrôlées par la Banque Centrale des Etats-Unis (FED) qui sont investies en titres d'autres pays, ce qui renforce leur monnaie face à la monnaie des Etats-Unis, handicapant les exportations de ces pays, car leurs produits deviennent plus chers « en dollars ».

Simultanément à cette vaste opération de *dumping*, le gouvernement des Etats-Unis privilégie des accords de libre-échange régionaux. En plus de ceux déjà établis avec des pays et des régions d'Amérique Latine, comme avec le Chili, le Pérou, la Colombie, l'Amérique Centrale et l'ALENA (NAFTA), plus ancien, le gouvernement est en train de soutenir le « Partenariat Transpacifique » et le « Partenariat Transatlantique de commerce et d'investissement ».

Indépendamment des particularités de chacun de ces accords, il est important de comprendre leur objectif stratégique : désarticuler les projets nationaux et les blocs régionaux indépendants, ainsi que confronter le bloc des BRICS.

Combiné à cela, les Etats-Unis poursuivent l'autonomie énergétique, qui semble proche d'être atteinte, grâce à une combinaison de facteurs, tels que l'inversion de la courbe importation/exportation de pétrole et de gaz étasunien, et l'augmentation de l'exploitation de gaz naturel et de pétrole extraits des schistes bitumeux souterrains.

Cette opération s'articule avec une révision de la stratégie militaire, dont le centre d'attention principal devient la région de l'Asie-Pacifique. Il est important de bien comprendre que toutes ces initiatives ont un objectif explicite : ***recupérer l'hégémonie économique et politique des Etats-Unis.***

Considérant l'histoire des Etats-Unis, il n'est pas étonnant que cet objectif soit recherché par des moyens essentiellement militaires. Comme il n'est pas étonnant qu'ils doivent souder leurs fractures internes, ce qui passe aujourd'hui par la résolution du thème des migrations.

Alors que les Etats-Unis tentent de récupérer leur leadership, en Europe a lieu la désarticulation de ce qui un jour aurait pu constituer un bloc concurrent.

En Europe, la classe dominante soutient le démantèlement du « pacte social » constitué dans l'hémisphère nord après la Seconde Guerre Mondiale, pacte qui se traduisait par deux composantes fondamentales : L'Etat-Providence et les négociations collectives entre syndicats

et entreprises.

Démanteler ce « pacte social », qui a été financé dans une large mesure par l'exploitation impérialiste d'autres régions du monde, a pour objectif de réduire les salaires des classes ouvrières européennes, pour payer le sauvetage des capitaux financiers, et pour permettre la rentabilité des investissements productifs.

Depuis 2007, le scénario est plus ou moins le même : dilapidation d'énormes sommes d'argent afin de sauver le système financier ; exonérations fiscales pour soit disant stimuler l'activité productive ; processus de privatisations ; politique d'austérité fiscale afin de continuer à assurer les paiements réclamés par le système financier, en détournant des ressources qui devraient être destinées à des investissements gouvernementaux et à financer la sécurité sociale, les services publics et les salaires des employés de l'Etat ; et réduction du pouvoir d'achat des masses populaires.

La réduction des dépenses des gouvernements mène à la disparition des droits sociaux et à des réformes de la législation du droit du travail dans certains pays comme l'Espagne, où commencent à être autorisées des négociations salariales directement entre l'employeur et le travailleur individuel.

La conséquence de tout cela, d'un point de vue économique, est une croissance moyenne médiocre au sein de l'Union Européenne, aux Etats-Unis et au Japon, et dans quelques cas une récession et une crise aiguës, comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie et à Chypre. Du point de vue du capitalisme, l'adoption de mesures d'austérité n'est pas l'unique option. Dans d'autres régions du monde prévalent des politiques capitalistes, mais distinctes, basées sur des investissements productifs et un soutien aux marchés internes. Sans l'application de cette politique, la crise mondiale du capitalisme serait encore plus profonde.

L'existence d'autres formes de capitalisme, distinctes du néolibéralisme prédominant au sein de l'axe anglo-saxon, est une des raisons pour laquelle nous ne devons pas accepter l'idée que nous sommes indubitablement devant un « collapse imminent » du capitalisme mondial. Une chose est de considérer la nécessité et l'urgence de dépasser le capitalisme, qui dans toutes ses formes est structurellement antagonique à nos valeurs, nos idéaux et nos besoins. Une autre chose est de surestimer aujourd'hui les forces anticapitalistes et de sous-estimer la capacité de recomposition que le capitalisme a déjà démontré à nombreuses reprises au cours de son histoire.

La différence de politiques entre l'axe « anglo-saxon » mené par les Etats-Unis et l'axe mené par les BRICS est l'expression d'une concurrence entre modèles distincts de développement, y compris de capitalisme. Cela confirme et c'est en même temps le résultat d'un fait analysé il y a longtemps : le développement inégal et peu coordonné du capitalisme, qui approfondit la brèche et l'exclusion relative entre les pays centraux et – spécialement – entre les grands pays en développement, notamment les BRICS.

Même s'il existe des éléments de coopération entre les deux blocs, et sans nuire à un meilleur débat sur le rôle joué par la Chine, il est important de bien comprendre que, pour sortir de leur crise, les pays menés par les Etats-Unis ont besoin d'imposer une défaite aux BRICS et de réaffirmer l'hégémonie impérialiste et néolibérale en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique Latine.

C'est pour cela que le nombre de guerres est en augmentation, y compris les menaces nucléaires. C'est aussi l'origine de la guerre des changes et de la guerre commerciale, qui influent négativement sur les autres économies ; c'est pour cela que les programmes

d'ajustement structurel ou « mesures d'austérité » en Europe n'affectent pas l'industrie militaire ; c'est l'origine de l'incapacité des Nations Unies à mettre en pratique ses résolutions, lorsqu'elles sont relativement contraire aux intérêts des Etats-Unis.

Ce qui a lieu aux Etats-Unis, en Europe et au Japon est, d'une part, le produit de la nature et de la dynamique du capitalisme et, d'autre part, une option politique et idéologique, déterminée par l'hégémonie de la ploutocratie financière dans les pays impérialistes. Il faut se rappeler que les occupants récents de postes clés, comme celui notamment de la présidence de la Banque Centrale Européenne, proviennent du système financier privé, et que certains travaillaient même dans des banques comme Lehman Brother, une des responsables du déclenchement de la crise financière.

Les banques et fonds d'investissement cherchent à obtenir les gains escomptés de la spéculation et des prêts consentis, sans se soucier que cela ait lieu au prix de la faillite des pays qui se trouvent en plus grandes difficultés, et au prix de la pauvreté de ses habitants. Pour ce faire, ils bénéficient du soutien essentiel des autorités liées au système financier.

Une preuve peu mentionnée qu'une autre politique est possible est le cas de l'Islande, qui fut le premier pays européen à entrer en crise, à cause de l'insolvabilité de son système financier, due à la spéculation effrénée des principales banques du pays.

Le sauvetage du système financier n'a pas eu lieu et des banques ont fait faillite. La population s'est opposée à leur sauvetage avec de l'argent public, parce que le volume nécessaire aurait été quatre fois celui du PIB islandais. Ainsi, l'Islande ne s'est pas soumise aux conditions imposées par le FMI en échange de prêts, et l'économie islandaise est demeurée relativement saine ; on parle même de faire des procès aux banquiers.

Cependant, dans les pays du sud de l'Europe, en Irlande et à Chypre, la recette est celle de la privatisation, du licenciement de fonctionnaires publics, des réductions salariales pour ceux qui conservent leur emploi, et des réductions des montants de la retraite et d'autres droits sociaux comme l'assurance chômage.

Il y a même des restrictions budgétaires dans d'autres pays européens qui ne sont pas soumis aux conditions imposées par la « Troïka » (FMI, Banque Centrale Européenne et Commissions Européenne), restrictions qui ont réduit de manière drastique la capacité de l'Etat à stimuler l'économie, en plus de détériorer la qualité des politiques sociales.

Le fait concret est qu'il faudra plusieurs années pour que les pays industrialisés capitalistes, aujourd'hui en crise, remontent au moins à leur niveau de développement de 2009, et que, dans cet intervalle, le chômage a augmenté et a déjà dépassé le seuil des 11% en moyenne au sein des pays de l'OCDE. Parmi les jeunes, il atteint au moins le double.

L'Allemagne est l'un des rares pays d'Europe où le chômage est à un niveau inférieur, mais avec un pourcentage croissant de contrats de travail temporaires et des salaires inférieurs au minimum légal.

En plus d'être le pays le plus industrialisé et le plus compétitif d'Europe, l'Allemagne a un gouvernement qui défend, par la biais de la Commission Européenne, la politique d'austérité, principalement pour les pays débiteurs des banques allemandes.

La chancelière Angela Merkel est en voie de gagner les élections législatives d'octobre, car jusqu'à présent, elle a su conquérir l'opinion publique allemande, qui est en faveur de politiques d'austérité.

Mais l'Allemagne souffre également de la détérioration croissante des services sociaux et des impacts culturels et subjectifs que la crise sociale dissémine à travers l'Europe : la frustration

et la détresse, la détérioration des liens sociaux, la méfiance généralisée en particulier envers les « autres » (migrants, minorités), la prédisposition aux messianismes autoritaires, etc. La crise a produit un effet sur la politique européenne qui jusqu'à aujourd'hui a principalement favorisé la droite, qui tire profit de l'argument simpliste qui dit qu'« on ne peut pas dépenser plus que ce qu'on gagne », en imposant des mesures d'austérité comme alternative à des hausses d'impôts impopulaires. Mais il y a aussi un fort mécontentement populaire avec les politiques mises en œuvre par les gouvernements de droite, qui, comme en Espagne et en Angleterre, ont du mal à conserver leur majorité parlementaire.

De nombreux partis sociaux-démocrates ont adhéré à la rengaine en faveur de l'austérité et, dans de nombreuses situations, comme en Grèce, en Espagne et au Portugal, ce sont eux qui ont inauguré les mesures d'ajustement structurel. Ils ont été sanctionnés par les électeurs et, dans de nombreux pays, l'alternance entre des partis qui partagent un discours unique produit deux phénomènes: la croissance de l'extrême droite et le rejet de la politique partisane et électorale par d'importants secteurs de la population.

Le second phénomène se manifeste dans l'acceptation de « gouvernements techniques », l'augmentation de l'abstention des voix et du pourcentage de votes accordés aux « antipolitiques », comme le parti de l'humoriste Beppe Grillo, lors des récentes élections en Italie (dont les conséquences seront probablement débattues lors de la XIXe Rencontre). Outre la politique d'austérité et l'absence d'alternatives viables pour la gauche, divers cas de corruption contribuent aussi à ce phénomène de rejet de la politique, comme la récente dénonciation de pots de vin versés par des entreprises à des membres du Parti Populaire en Espagne, y compris à l'actuel Premier Ministre.

Le mouvement syndical et social, en particulier dans les pays les plus touchés par l'austérité, ont réagi par de fortes mobilisations et des grèves générales, insuffisantes cependant pour modifier les orientations de la politique actuelle.

La jeunesse et des groupes sociaux divers sont également à l'origine d'événements importants, notamment les « indignés » et « Occupy Wall Street ».

Mais après un certain temps, ces mouvements finissent par se dissoudre, ceci pour de nombreuses raisons, y compris celle du rejet de l'activité politique partisane et électorale, et aussi à cause du manque de créativité des partis de gauche afin de se lier à eux.

Le défi pour les gauches est de présenter des alternatives programmatiques, soutenir les mouvements sociaux et construire des alternatives électorales. Dans ce contexte, la situation de la Grèce suscite l'intérêt de nombreuses forces progressistes : dans ce pays, les forces de gauche ont présenté une alternative avec une mobilisation sociale et une force électorale. Elles polarisent aussi bien la droite que l'extrême droite.

Mais dans l'ensemble, l'Europe se trouve dans une situation stratégique difficile et de confrontation interne, ce qui la pousse à jouer un rôle subalterne dans la confrontation des Etats-Unis avec les BRICS, avec Notre Amérique et les pays qui n'acceptent pas l'hégémonie de l'axe mené par les Etats-Unis.

L'Afrique et le Moyen-Orient constituent un des scénarios de confrontation ouverte entre ces blocs. C'est pourquoi les Etats-Unis et l'Europe ont réagi rapidement à la crise politique qui a éclaté dans le monde arabe – crise qui pour beaucoup était et est toujours appelée « Printemps » – en intervenant par exemple en Libye, au Mali et en Syrie, ainsi que dans la préparation d'une attaque contre l'Iran.

Ce qui s'est passé en Irak, en Libye, au Mali et en Syrie (et ce est prévu de faire avec l'Iran) est

un mépris flagrant pour le respect de la souveraineté nationale et un retour à l'attitude impériale – pas seulement impérialiste – des grandes puissances.

C'est également à cause de cela qu'ont eu lieu, au mois de février dernier, les vingt ans de la Déclaration d'Indépendance de la RASD comme Etat libre et indépendant, sans que le Maroc ne cesse sa domination coloniale sur les Sahraouis.

C'est aussi pour cela qu'Israël est toujours un allié majeur des Etats-Unis au Moyen-Orient et le plus important bénéficiaire d'aide étrangère. C'est pour cela encore que les Etats-Unis ont tout fait pour tenter d'empêcher l'importante victoire de droit qu'a été la reconnaissance de la Palestine comme Etat observateur à l'ONU, même si en raison du droit de veto au Conseil de sécurité, elle n'est pas encore considérée comme État Membre de Plein Droit.

Nous reconnaissons l'importance politique que revêt la reconnaissance obtenue par le peuple de la Palestine en tant qu'Etat observateur à l'ONU. Cette décision réaffirme la revendication d'une grande partie de l'humanité qu'il soit définitivement reconnu le droit inaliénable du peuple palestinien à construire sa patrie matérielle, dans la paix et le respect avec ses voisins et avec les autres peuples du monde.

Les pays impérialistes, en particulier les États-Unis et la France, ainsi qu'Israël et l'Arabie saoudite, veulent détruire « l'axe » comprenant l'Iran, la Syrie et le Hezbollah au Liban, en tant que représentants de l'opposition la plus intransigeante à l'intervention étrangère au Moyen-Orient.

Les interventions et les agressions subies par l'Irak, l'Afghanistan, la Libye et le Mali, menées par les puissances capitalistes, avec à leur tête les Etats-Unis, et les menaces qui pèsent sur la Syrie, l'Iran et la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC), constituent des violations flagrantes et inacceptables de la souveraineté nationale de ces peuples. L'impunité avec laquelle ont agi les États-Unis et ses alliés révèle un mépris sans précédent pour ce qui est censé être le droit international en vigueur, à l'égard de la souveraineté nationale des peuples. C'est un comportement absolument régressif, où l'action unilatérale assume un rôle de gendarme du monde, violant les frontières, détruisant des pays et recréant des gouvernements à sa volonté et sa convenance, imperturbables aux actes carrément criminels commis ici et là. Personne ne doit douter que les Etats-Unis tenteront de revêtir ce sentiment d'impunité contre les peuples de notre Amérique, au sein desquels avancent des processus démocratiques et progressistes.

En relation à cette situation, il est du devoir des partis du Forum de São Paulo de faire le bilan et le suivi des positions prises par nos gouvernements respectifs dans le système des Nations Unies, au sein de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, du Conseil des Droits de l'Homme ou dans l'une de ses agences.

Si nous partageons la certitude selon laquelle, pour les États-Unis et ses alliés, notre vision démocratique et progressiste nous convertit en cible probable de leurs attaques, nous devons donc être prêts à freiner, à dénoncer et à neutraliser toute tentative d'ingérence dans notre région.

A leur tour, les événements dans la péninsule coréenne doivent être considérés à la fois du point de vue national, c'est-à-dire d'un peuple divisé en deux pays qui devra un jour se réunifier, mais aussi dans le contexte de la confrontation entre blocs.

Le conflit qui prévaut dans la Péninsule de Corée est une conséquence historique de la division subie par ce pays après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, de l'occupation interventionniste du gouvernement et des forces armées des Etats-Unis dans le sud de Corée, et des obstacles

répétés des ennemis de la paix afin d'empêcher la réunification de la Péninsule Coréenne. Tant en Corée du Sud qu'au Japon, les forces de droite ont gagné du terrain.

Le Parti Libéral Démocrate (PLD), qui a gouverné le Japon depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale et a perdu les élections contre les sociaux-démocrates du Parti Démocrate en 2009, est revenu au gouvernement en 2012, en raison de l'incapacité de ce dernier à faire face à la crise, à remplir ses promesses électorales, comme à fermer la base navale nord-américaine à Okinawa, et à cause de sa mauvaise réaction face à la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima.

Economiquement et socialement, cela signifie un retour à des politiques néolibérales orthodoxes, mais cela signifie aussi l'élévation du ton belliciste du gouvernement japonais, car le PLD revendique le droit de réorganiser les forces armées qui ont été démantelées après la Seconde Guerre Mondiale. Cette rhétorique a maintenant été amplifiée avec l'explosion du troisième engin nucléaire par la Corée du Nord, qui s'ajoute au fait que ce pays est proche de maîtriser la technologie pour lancer des missiles à longue portée et capables de transporter des ogives nucléaires.

En même temps, il y a des frictions entre le Japon et la Chine, en raison de la controverse sur les territoires compris par les îles Senkaku (en japonais) ou Diaoyu (en chinois), ce qui augmente la tension en Extrême-Orient.

La Chine, quant à elle, offre des signes qui montrent qu'elle fera face à ce conflit géopolitique par le biais d'un renforcement des BRICS. En référence à cela, il est important d'étudier les décisions prises en mars 2013, à Durban, ainsi que d'analyser chaque pays des BRICS. Sans vouloir prétendre qu'ils constituent un groupe homogène, il est clair qu'ils joueront un rôle important dans la situation mondiale.

En outre, la Chine s'est engagée à renforcer son marché intérieur au détriment de la croissance économique avec comme priorité les exportations, ce qui a produit un ralentissement de la croissance de son PIB, en 2012, à environ 7%, ce qui constitue encore l'une des plus élevées au monde.

La situation internationale décrite ci-dessus, en particulier la contre-offensive des États-Unis et leurs alliés, appelle à une réaction rapide, efficace et conjointe des partis, mouvements sociaux et gouvernements progressistes et de gauche, dans le sens ***d'accélérer le processus d'intégration régionale, de neutraliser l'opération Arc du Pacifique, d'oeuvrer au succès du processus de négociation entre les FARC et le gouvernement Santos, de renforcer les institutions politiques de nos gouvernements, et d'apporter notre solidarité aux forces de gauche qui se livrent à des luttes sociales et qui participent à des processus électoraux.***

2. Situation de l'Amérique Latine et des Caraïbes

Deux projets s'affrontent en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Un est subordonné aux intérêts extérieurs de la région et a pour symbole la ZLEA, l'ALENA, les ALE et, maintenant, le dénommé Arc du Pacifique. Un autre est basé sur les intérêts régionaux et compte parmi ses symboles la CELAC, l'UNASUR, l'ALBA et le MERCOSUR.

Le projet d'intégration a une longue histoire dans notre région. Son étape la plus récente est directement liée au cycle des gouvernements progressistes et de gauche, cycle qui a commencé avec l'élection de Hugo Chavez en 1998.

La XIXe Rencontre réaffirme ce qui a été dit dans le cadre des Rencontres précédentes du Forum, et ce qui a été systématisé lors des séminaires d'évaluation des gouvernements

progressistes et de gauche. Notre pluralité est un fait que nous valorisons positivement, mais nos ennemis sont communs, comme le sont les chemins de lutte que nous parcourons.

Nous combattons l'héritage colonial qui se poursuit dans les Malouines, à Porto Rico, dans certains pays des Caraïbes et en Guyane française, et qui se poursuit dans le racisme et la discrimination contre les peuples autochtones et afro-descendants.

Historiquement, nous avons combattu le « desarrollismo » (développement économique) conservateur, qui a fourni la croissance, mais avec la dépendance, l'inégalité et la démocratie restreinte.

Nous combattons l'impérialisme et le néo-libéralisme, dont l'influence est toujours présente dans notre région et dans le monde, menaçant la démocratie, le bien-être, la souveraineté et la survie même de l'humanité.

Et nous poursuivons, chacun à sa manière et à son rythme, les chemins de la croissance économique, dans l'égalité, la justice sociale, la démocratie, la souveraineté, l'intégration, et dans bien des cas, en cherchant à construire une société socialiste.

Il faut faire la synthèse des réalisations des forces en faveur du changement dans la région : la récupération de la souveraineté et de l'indépendance nationale ; l'accent sur des options en faveur du développement ; la croissance et la redistribution ; la démocratisation de l'économie ; la réduction de la pauvreté et de l'inégalité ; le repositionnement de l'Etat ; l'approfondissement de la démocratie et la création de nouveaux espaces de participation populaire ; la participation des citoyens dans la gestion publique ; le respect des droits fondamentaux de la population ; la stabilité politique ; la mise en œuvre de mécanismes de gestion publique efficaces et innovants ; la sécurité des citoyens et la lutte contre la violence ; les solutions aux problèmes urbains.

Le cycle progressiste et de gauche, initié en 1998, fait preuve de force parce qu'il n'est pas unique ni uniforme, parce qu'il se développe sur différentes formations historiques et sociales, avec des forces qui ont des horizons stratégiques différenciés, bien que de gauche, et qui ont des degrés d'accumulation différents. Pour cela, nous avons gagné dans des pays ayant des histoires, des cultures, des structures sociales et politiques distinctes. Mais la pluralité des stratégies nationales doit se coordonner davantage par le biais d'une stratégie continentale, basée sur l'intégration régionale, et par l'identification de caractéristiques communes au sein des modèles alternatifs en place.

Sans une intégration qui renforce notre sentiment commun, une intégration de projets nationaux qui convergent, nos programmes échoueront et nous ne résisterons pas à l'opposition, au sabotage, au siège et aux attaques des ennemis internes et externes.

Pour cela, la XIXe Rencontre devrait faire le bilan sur l'état actuel du processus d'intégration régionale, ses progrès, ses difficultés et même ses reculs. Observer spécialement le MERCOSUR, l'UNASUR, l'ALBA, la CELAC et les initiatives pour les contenir, voire les saboter, comme des coups d'Etat au Honduras et au Paraguay, comme le Partenariat Transpacifique, etc.

Le Partenariat du Transpacifique a été officialisée en avril 2011, à Lima, à l'initiative du Président de l'époque, déjà à la fin de son mandat, dans le but de soi-disant approfondir l'intégration commerciale entre le Pérou, le Chili, la Colombie et le Mexique – pays ayant conclu des ALE avec les Etats-Unis. Le prochain sommet du Partenariat du Pacifique doit avoir lieu le 24 mai, à Cali, en Colombie. L'Arc du Pacifique est en phase avec le projet d'Obama de créer un espace de réaffirmation de la puissance des Etats-Unis dans le Pacifique.

La XIXe Rencontre doit encore analyser les effets de la crise internationale sur la région. La récession en Europe, la faible croissance américaine et la réduction de la croissance chinoise ont eu un impact modéré sur l'économie latino-américaine, impact perceptible principalement sur le commerce dans la région. Selon la CEPAL, les exportations latino-américaines ont augmenté seulement de 1,6% en 2012, contre un taux de 23,9% en 2011.

De même, l'estimation de la croissance moyenne du PIB dans notre région sera de 3,6% en 2012, contre 4,3% en 2011. Cependant, le chômage a diminué, surtout chez les femmes, et les salaires ont augmenté, même si les emplois créés sont pour la plupart de faible qualité, et s'il existe une incertitude sur le comportement de l'économie en 2013, liée à la continuité de la crise et des mesures protectionnistes des pays développés.

Si la dévaluation des monnaies des pays développés continue et, par conséquent, si la pression sur l'enchérissement des monnaies d'Amérique Latine augmente, ainsi que ses effets néfastes sur les exportations de notre région, il sera crucial d'adopter des mesures plus efficaces pour protéger l'économie de la région, en particulier la base industrielle, menacée dans nos pays – à des degrés divers – par des tendances de retour à la primarisation.

Il y a des signes inquiétants de dénationalisation de l'industrie et de désindustrialisation des pays de la région ou de transformation majeures dans sa base industrielle, car la réduction du marché des consommateurs dans les pays développés, à cause de la crise, entrave la performance des producteurs latino-américains, et les entreprises originaires de l'hémisphère nord viennent faire concurrence de manière agressive afin d'obtenir un espace dans le marché en Amérique Latine.

Cependant, il faut dire que la croissance du niveau de l'emploi, fruit en particulier du renforcement des marchés intérieurs dans notre région, de la mise en œuvre de politiques sociales pertinentes, et du renforcement du rôle de l'Etat, a su préservé depuis plus d'une décennie une politique alternative au néolibéralisme, dans plusieurs pays d'Amérique Latine, et avec le soutien de la majorité de la population.

La vérité est que, jusqu'à présent, les victoires électorales de la droite ont eu lieu dans les pays dont les gouvernements ne font pas partie de la vague qui a débuté en 1998. Dans le cas du Paraguay et du Honduras, ce sont des coups d'Etat qui ont permis à la droite de revenir au gouvernement.

De nouvelles élections vont avoir lieu au Honduras, les organisations de gauche jouissent d'une meilleure acceptation auprès de la population, d'où une situation de risque à cause des menaces de la droite d'utiliser à nouveau des manœuvres pour empêcher la victoire des forces démocratiques.

Par ailleurs, nous soulignons que les prochaines élections au Salvador revêtent une très grande importance pour la gauche latino-américaine.

La XIXe Rencontre doit faire le bilan sur la contribution de Hugo Chavez au processus de transformation dans la région.

Ce n'est pas seulement une obligation formelle. La vérité est que les Etats-Unis, leurs alliés européens et aussi certains pays dans notre région, croient que la mort de Hugo Chavez a ouvert un espace où ils pourraient pénétrer et déstabiliser le processus vénézuélien, et donc affecter l'ensemble de la gauche régionale. Un exemple de cela est le mouvement de déstabilisation, avec une claire intention de coup d'Etat, menée par la droite vénézuélienne, après les élections du 14 avril passé, lors desquelles Nicolas Maduro a été élu à la présidence de ce pays. Une telle action a bénéficié de la complicité des Etats-Unis et de l'Union

européenne, qui ont cyniquement refusé de reconnaître le résultat de ces élections propres et démocratiques, comme l'ont validé des centaines d'observateurs internationaux.

Néanmoins, et précisément à cause de cela, l'impérialisme et ses alliés feront tout ce qu'ils pourront pour saboter les rouages du gouvernement et de l'économie vénézuélienne, afin de mettre en difficulté le fonctionnement de la direction collective du processus bolivarien, et non des moindres, feront tout pour attaquer l'héritage idéologique, théorique, programmatique et culturelle du chavisme.

Compte tenu de ce qui précède, le Forum de São Paulo doit stimuler l'ensemble de la gauche afin de passer à l'offensive dans ce débat, afin de défendre l'héritage des transformations sociales, économiques et politiques du gouvernement Chavez (1999-2013), et parce que l'expérience vénézuélienne est une référence en matière d'expériences sur les possibilités d'une stratégie de dépassement du néolibéralisme et d'une stratégie de transition au socialisme à partir de la conquête électorale de gouvernements, dans les conditions actuelles de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Nous devons être conscients que les puissances impérialistes et leurs alliés régionaux, en plus de chercher à discréditer le chavisme, ont également l'intention de ressusciter la « théorie » erronée des « deux gauches », dans le but explicite d'entraver la coopération entre les forces progressistes et de gauche qui opèrent dans la région, en portant préjudice au processus d'intégration régionale, au profit d'initiatives comme celle de « l'Arc du Pacifique ».

Dans ce sens, le Groupe de Travail considère qu'il est fondamental d'alerter les partis et les gouvernements sur la nécessité d'apporter davantage de concret et une accélération au processus d'intégration. Nous considérons que la XIXe Rencontre doit proposer des initiatives concrètes qui doivent être prises dans ce sens.

Dans ce contexte, dans le cadre de l'hommage à Chavez et à son héritage, nous devons rappeler son rôle en faveur de l'intégration régionale, la récusation de la ZLEA et l'élan en faveur d'autres mécanismes d'intégration et de solidarité entre les peuples de la grande patrie latino-américaine et Caraïbes, comme l'ALBA.

Au Nicaragua, au cours des dernières années, la croissance économique a augmenté et la population vit dans la sécurité, le fait d'être un membre de l'ALBA a permis de renforcer les acquis économiques et sociaux et une approche alternative à l'intégration. Le FSLN démontre que l'investissement pour le développement humain et l'organisation par la base sont deux éléments importants du développement et de la durabilité.

Au Salvador, l'expérience de l'ALBA acquiert une connotation différente, car le gouvernement n'est pas membre. Mais les municipalités gouvernées par le FMLN et des secteurs du monde l'entreprise participent à travers de l'ALBA-Pétrole du Salvador, à travers des programmes de production alimentaire et dans des domaines sociaux.

En Amérique Centrale, le système d'intégration officielle a plus de 60 ans, c'est un modèle traditionnel qui n'a pas influé à surmonter les inégalités et la pauvreté, une situation conforme aux intérêts nord-américains, qui justifient la croissance de la militarisation dans la région et l'augmentation du financement militaire par le trafic de drogue, élargissant ainsi le modèle qu'ils ont mis en place au Mexique.

Au Guatemala, par exemple, il y a aujourd'hui une discussion entre les intérêts des groupes militaires et oligarchiques qui détiennent le pouvoir et les principales lacunes institutionnelles provenant de la violation des accords de paix. Il y a à l'heure actuelle un essor de la lutte sociale pour exercer le droit à la vérité et à la justice, après des décennies de régimes

dictatoriaux responsables d'innombrables actes de génocide et de répression.

La XIXe Rencontre doit réaffirmer que l'intégration latino-américaine et des Caraïbes est **l'objectif stratégique du Forum de São Paulo**, en impulsant et soutenant les mécanismes d'intégration régionale, comme l'arme qui permet à nos nations de s'opposer à la politique étrangère visant à affaiblir la gauche latino-américaine. Dans ce sens, nous devons insister sur la présidence *pro tempore* de Cuba à la tête de la CELAC et sur la signification que revêtent les possibilités de concrétiser des actions afin de promouvoir le processus d'intégration.

Les partis politiques regroupés au sein du Forum de São Paulo ont par conséquent trois rôles à jouer : guider nos gouvernements à approfondir les transformations et à accélérer l'intégration ; organiser les forces sociales afin de soutenir nos gouvernements ou de faire opposition à des gouvernements de droite ; construire une pensée de masse, latino-américaine et caribéenne, en faveur de l'intégration, démocratique-populaire et socialiste.

Il faut rappeler, parmi nos tâches, le calendrier électoral intense de 2013-2014 :

- 30 juin 2013 : élections primaires au Chili ;
- 11 août 2013 : élections primaires en Argentine ;
- 27 octobre 2013 : élections législatives en Argentine (la moitié de la Chambre des Représentants et un tiers du Sénat) ;
- 10 novembre 2013 : élections générales au Honduras ;
- 17 novembre 2013 : premier tour des élections au Chili (Président, Députés, Sénateurs et pour la première fois aussi des Conseillers régionaux) ;
- 15 décembre 2013 : second tour des élections au Chili ;
- 2 février 2014 : premier tour de l'élection présidentielle au Salvador ;
- 2 février 2014 : élections présidentielles et législatives au Costa Rica ;
- 9 mars 2014 : second tour des élections au Salvador ;
- 9 mars 2014 : élections en Colombie ;
- 4 mai 2014 : élections générales au Panama ;
- 25 mai 2014 : élections présidentielles en Colombie ;
- mai 2014 : élections législatives en République Dominicaine ;
- 1 juin 2014 : élections primaires en Uruguay ;
- 5 octobre 2014 : premier tour des élections au Brésil (Président, Gouverneurs, Sénateurs, Députés Fédéraux et des Etats) ;
- 26 octobre 2014 : deuxième tour des élections au Brésil ;
- 26 octobre 2014 : premier tour des élections présidentielles et législatives en Uruguay ;
- 30 novembre 2014 : deuxième tour des élections en Uruguay ;
- décembre 2014 : élections générales en Bolivie.

Il convient aussi de noter l'importance des négociations entre les FARC et le gouvernement Santos.

Les derniers processus de paix en Colombie ont un dénominateur commun : chacun de ses échecs a été suivi par des vagues de violence croissante. C'est ce dénominateur commun qui doit être pris en compte dans le cadre de l'actuel processus de paix en Colombie, un nouvel échec ferait plonger le pays dans un nouveau cycle de violence fratricide.

L'échec des pourparlers de Caguan a été suivi d'une période où les homicides ont augmenté de façon exponentielle, comme l'échec des pourparlers de La Uribe, de Caracas et Tlaxcala.

Dans les années quatre-vingt, avec l'échec des pourparlers de paix de Betancourt, le premier président colombien qui a osé reconnaître les causes objectives de la violence, les groupes de

paramilitaires ont surgi en Colombie comme une hydre à mille têtes.

Une armée parallèle qui, dans son sillage, a semé la terreur, a laissé des personnes déplacées, a fait des victimes, des disparus, et a engendré l'usurpation des terres. Un phénomène qui a muté dans les Bandes Criminelles actuelles, les célèbres Bacrim, mais qui dans leurs pratiques, leurs actions et leur orientation idéologique, continuent à incarner le projet paramilitaire.

Dans la conjoncture actuelle, il n'y a aucun doute qu'un échec du processus de paix sera suivi par une escalade de la guerre. Contrairement aux années quatre-vingt où l'on disait qu'il y avait des ennemis de la paix tapis dans l'ombre, actuellement, les ennemis de la paix négociée travaillent ouvertement et activement à saboter les pourparlers à La Havane.

Les déclarations de l'extrême droite colombienne, dirigée par Uribe Vélez, ont stigmatisé le processus de paix en cours et ont surtout annoncé qu'en cas de victoire lors des prochaines élections présidentielles, la politique de guerre remplacera la politique de paix.

A ce dénominateur commun, il faudrait ajouter que dans la situation actuelle, un échec de la paix en Colombie compromettrait sérieusement la stabilité de la région, principalement dans le nord de l'Amérique du Sud et dans la région des Caraïbes.

La proposition de guerre, dans laquelle Uribe a engagé le pays pendant ses deux mandats, sera la continuité de l'échec actuel des pourparlers de paix, avec comme argument que la seule chose qui manquait pour porter un coup stratégique et militaire aux FARC était du temps. En outre, la proposition de guerre ignore la décision récente de La Haye, ce qui en pratique signifie déclarer un conflit avec le Nicaragua, comprend la rupture des relations rétablies avec le Venezuela et la confrontation constante avec le projet de Correa en Equateur.

Aujourd'hui plus que jamais, la guerre colombienne – tout comme le projet socialiste bolivarien du Venezuela et le conflit des Malouines argentines – ne peut être considérée comme un « simple » problème national, mais doit être assumés dans le cadre régional.

La guerre de Colombie, c'est la guerre de l'Amérique Latine, la paix en Colombie est la paix en Amérique Latine. Éviter une nouvelle escalade de la violence en Colombie ainsi qu'un climat de guerre dans la région sont des engagements d'une grande portée historique pour l'ensemble de la gauche colombienne, latino-américaine et des Caraïbes.

La paix en Colombie nous aidera à réduire la présence militaire de l'impérialisme nord-américain dans la région. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles nous nous battons pour qu'il n'existe aucune colonie dans Notre Amérique.

Au mois de janvier 2013, à Santiago du Chili, la Communauté des États d'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC) a exprimé son franc soutien à un Porto Rico libre, indépendant et souverain.

La XIXe Rencontre du Forum de São Paulo se joint à la lutte pour l'indépendance intégrale et la souveraineté de Porto Rico, approuvant la déclaration faite à ce sujet par la CELAC, ainsi que par une grande partie de la communauté internationale.

Le 26 mars de cette année, l'Argentine a redéposé aux auprès des Nations Unies sa revendication historique sur les Malouines, un événement qui a reçu le soutien « unanime » de Amérique Latine, afin d'exiger que le Royaume-Uni négocie sur la souveraineté des îles ; toutefois, les Britanniques ont rejeté les bons offices du Secrétaire Général des Nations Unies. Le ministre argentin des Affaires étrangères, Hector Timerman, a prié une fois de plus le Secrétaire général de l'ONU d'user de ses bons offices auprès des autorités britanniques ; cependant, Ban Ki-moon, a confirmé que la Grande-Bretagne a rejeté la médiation offerte, malgré plus de 40 résolutions de l'ONU demandant que les deux pays négocient un règlement

pacifique et définitif sur la souveraineté des Malouines. Il a été accompagné dans sa visite à l'ONU par le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodriguez, qui a assisté à la rencontre avec Ban Ki-moon au nom de la Communauté des États d'Amérique Latine et des Caraïbes (CELAC) ; de son homologue uruguayen, Luis Almagro, pour le MERCOSUR ; et du ministre adjoint des Affaires étrangères du Pérou, José Beraun Aranibar, au nom de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR).

Pour nous qui participons à la XIXe Rencontre du Forum de São Paulo, les Malouines sont argentines et, par conséquent, tous les efforts seront entrepris pour que les gouvernements des pays ici représentés exigent une fois de plus du Royaume-Uni qu'il restitue l'archipel à la République d'Argentine.

Une des expressions les plus fortes de la lutte en défense de la souveraineté nationale et de l'indépendance, contre le colonialisme et l'impérialisme est la défense de Cuba.

L'embargo **commercial, économique et financier des États-Unis contre Cuba**, imposé en octobre 1960, est désormais condamné par la plupart des pays du monde, qui en novembre 2012 ont voté massivement, à l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies, pour la condamnation de cet embargo (188 pays condamnant le blocus, 3 voix contre la condamnation et 2 abstentions), exigeant la levée de l'embargo et la cessation de toute mesure d'actions coercitives qui ne soient pas fondée sur la Charte des Nations Unies.

La XIXe Rencontre du Forum de São Paulo exprime sa solidarité et son soutien au peuple et au gouvernement de la République de Cuba et rejoint chaque déclaration des nations qui se sont expressément manifestés pour la levée définitive de l'embargo économique, commercial et financier imposé à Cuba et demande au gouvernement des États-Unis d'Amérique de se conformer pleinement aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies et aux principes commerciaux signés par eux au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce, permettant la libre circulation des biens, des personnes et des transferts économiques.

En outre, la XIXe Rencontre du Forum de São Paulo exige des États-Unis d'Amérique la libération des Héros cubains détenus sur leur territoire, des héros qui ont combattu pour défendre leur patrie contre des plans terroristes, qui ont été élaborés aux États-Unis depuis le début du triomphe de la Révolution Cubaine, et qui ont coûté la vie à des innocents depuis plus de 50 ans.

Un de nos défis pour lutter efficacement contre l'impérialisme est de participer à l'organisation et à la lutte du peuple des États-Unis.

Nous distinguons le peuple des États-Unis, qui est notre allié, et le gouvernement des États-Unis, qui est le principal responsable de l'instabilité économique, politique, sociale et militaire que vit la planète. Nous exprimons notre solidarité au peuple des États-Unis, dans sa lutte pour la justice sociale, contre l'oppression et pour les droits fondamentaux.

Nous exprimons notre solidarité avec les millions d'immigrants et de résidents aux États-Unis – beaucoup d'entre eux originaires d'Amérique Latine et des Caraïbes – dans leur juste lutte pour les droits humains, sociaux et économiques. Nous les soutenons dans leur lutte sous le thème « **Tous les droits en faveur de toutes et tous les migrants et leurs familles** ».

Les tâches politiques exposées seront accomplies seulement si les gauches et les forces progressistes regroupées au sein du Forum de São Paulo ont clairement à l'esprit l'importance de l'unité. Il n'y a pas de **tâche plus urgente pour la gauche latino-américaine et des Caraïbes que l'unité** de nos forces, tant au niveau local et national qu'au niveau régional. L'unité qui contemple et reconnaisse nos différences, et qui ait comme base primordiale les objectifs

communs à tous nos peuples. **L'unité est le chemin qui facilite l'intégration effective de nos peuples.**

7. Plan d'action

La commission de rédaction du document de base se consacre actuellement à l'élaboration du plan d'action 2013-2014 du Forum de São Paulo, en prenant comme point de départ les éléments qui suivent.

Maintenir et développer les espaces conquis, en particulier les gouvernements nationaux.

Continuer à lutter pour vaincre la droite là où elle gouverne.

Approfondir les transformations là où nous gouvernons.

Renforcer le processus d'unité et d'intégration régionale.

Combattre de manière concertée la contre-attaque de l'impérialisme et de la droite.

Soutenir et chercher à élargir les luttes sociales.

Contribuer à l'avancement d'une solution politique et pacifique pour la situation en Colombie.

Soutenir les efforts des secteurs progressistes, démocratiques et de gauche du Honduras.

Notre ferme solidarité avec la lutte menée par le peuple frère d'Haïti, pour surmonter les conditions ancestrales de pauvreté et de marginalisation, et pour la démocratisation de la société haïtienne, sans ingérence étrangère et dans le respect de la souveraineté nationale, en mettant en œuvre tous les efforts pour soutenir les forces de gauche dans ce pays.

Réaffirmer notre engagement pour la cause de la décolonisation, l'autodétermination et l'indépendance, l'unité et l'intégration de nos peuples, en particulier dans les cas de Porto Rico, des îles Malouines et d'autres colonies britanniques dans l'Atlantique Sud, de la Guyane française, de la Martinique et de la Guadeloupe.

Solidarité avec Cuba. Lutte contre le blocus. Défendre la libération des Héros Cubains comme une cause du Forum de São Paulo et exiger des Etats-Unis, à travers les canaux nécessaires, leur libération immédiate.

Renforcer le Secrétariat Européen du Forum de São Paulo et étendre nos liens avec les différents secteurs de la gauche européenne, en particulier avec les partis et les mouvements sociaux de résistance anti-néolibérale.

Consolider le Secrétariat États-Unis du Forum São Paulo et renforcer nos liens avec les mouvements de résistance aux Etats-Unis, en particulier avec les mouvements de défense des migrants et de résistance contre la crise comme les surnommés « ocupa » (*occupy*).

Elargir notre dialogue avec la gauche d'Afrique et du Moyen-Orient.

Renforcer notre lutte pour la paix, contre les ingérences extérieures et pour la solidarité avec les peuples en lutte, en commençant par la Palestine et la République Sahraouie.

Exprimer notre solidarité avec les pays qui, comme la Syrie et l'Iran, souffrent de la pression et de l'ingérence de l'impérialiste.

Elargir le niveau de dialogue et des accords avec les partis de Chine, de Russie, d'Inde et d'Afrique du Sud.

Elargir la capacité d'élaboration des gauches latino-américaine et caribéennes, en adoptant une attitude de proposition sur les thèmes centraux et les plus accentués, en intensifiant le débat sur l'orientation des transformations dans la région, son caractère et ses objectifs à court, moyen et long terme, sur les alternatives au néolibéralisme et au capitalisme, et sur le rôle des différentes expressions régionales de l'unité et de l'intégration.

Améliorer le fonctionnement organique du Forum de São Paulo, en renforçant les instances de

coordination afin de conduire le débat, coordonner les positions et les diffuser davantage au niveau régional et mondial, ainsi qu'atteindre une coopération croissante dans des actions concrètes entre les partis qui font partie du Forum.

Réaliser en 2014, en Bolivie, la XXe Rencontre du Forum de São Paulo.